

Transparence – Tansparantie 2023

Description, inventaires et liste

Description

En application des articles 57 et suivants de la loi du 08.07.1976 organique des CPAS, les missions d'un CPAS sont :

Chapitre IV - Des missions du centre public d'action sociale (art. 57 - 68quinquies)

Section 1re - Missions générales et exécution (art. 57 - 62ter)

Art. 57.

§ 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de l'article 57ter, le centre public d'action sociale a pour mission d'assurer aux personnes et aux familles l'aide due par la collectivité.

Il assure non seulement une aide palliative ou curative, mais encore une aide préventive. Il encourage la participation sociale des usagers.

Cette aide peut être matérielle, sociale, médicale, médico-sociale ou psychologique.

§ 2. [...]

Dans le cas visé sous 2°, l'aide sociale est limitée à l'aide matérielle indispensable pour le développement de l'enfant et est exclusivement octroyée dans un centre fédéral d'accueil conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi. La présence dans le centre d'accueil des parents ou personnes qui exercent effectivement l'autorité parentale est garantie.

Le Roi peut déterminer ce qu'il y a lieu d'entendre par aide médicale urgente.

Un étranger qui s'est déclaré réfugié et a demandé à être reconnu comme tel, séjourne illégalement dans le Royaume lorsque la demande d'asile a été rejetée et qu'un ordre de quitter le territoire exécutoire a été notifié à l'étranger concerné.

L'aide sociale accordée à un étranger qui était en fait bénéficiaire au moment où un ordre de quitter le territoire exécutoire lui a été notifié, est arrêtée, à l'exception de l'aide médicale urgente, le jour où l'étranger quitte effectivement le territoire et, au plus tard, le jour de l'expiration du délai de l'ordre de quitter le territoire.

Il est dérogé aux dispositions de l'alinéa précédent pendant le délai strictement nécessaire pour permettre à l'étranger de quitter le territoire, pour autant qu'il ait signé une déclaration attestant son intention explicite de quitter le plus vite possible le territoire, sans que ce délai ne puisse en aucun cas excéder celui qui est fixé à l'article 7, 4°, de la loi du X sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

La déclaration d'intention précitée ne peut être signée qu'une seule fois. Le centre informe sans retard le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ainsi que la commune concernée, de la signature de la déclaration d'intention.

S'il s'agit d'un étranger qui est devenu sans abri suite à l'application de l'article 433quaterdecies du Code pénal, l'aide sociale visée à l'alinéa quatre et cinq peut être fournie dans un centre d'accueil tel que visé à l'article 57ter.

§ 3. Le centre exerce la tutelle ou à tout le moins assuré la garde, l'entretien et l'éducation des enfants mineurs d'âge lorsqu'ils lui sont confiés par la loi, les parents ou les organismes publics.

§ 4. Le centre effectue les tâches qui lui sont confiées par la loi, le Roi ou l'autorité communale.

Art. 57bis.

Dans les conditions fixées par le Roi, les centres publics d'action sociale octroient une prime d'installation à la personne qui perd sa qualité de sans-abri pour occuper un logement qui lui sert de résidence principale.

Art. 57ter.

L'aide sociale n'est pas due par le centre lorsque l'étranger enjoint de s'inscrire en un lieu déterminé en application de l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers bénéficie de l'aide matérielle au sein d'une structure d'accueil chargée de lui assurer l'aide nécessaire pour mener une vie conforme à la dignité humaine.

Par dérogation à l'article 57, § 1^{er}, le demandeur d'asile auquel a été désigné comme lieu obligatoire d'inscription en application de l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, une structure d'accueil gérée par l'agence ou par un partenaire de celle-ci ne peut obtenir l'aide sociale que dans cette structure d'accueil, conformément à la loi du X sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

Le centre n'est pas tenu d'accorder une aide sociale si l'étranger fait l'objet d'une décision prise conformément à l'article 4 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

Art. 57ter/1.

En vue d'assurer une répartition harmonieuse des places d'accueil entre les communes, le C.P.A.S. est tenu de créer des initiatives locales d'accueil visées à l'article 64 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, définit les critères de cette répartition en tenant compte de la situation spécifique de chaque commune. Ce plan de répartition prend effet à partir d'une date fixée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. À défaut de créer des initiatives locales d'accueil, le C.P.A.S. peut se voir appliquer une sanction financière dont les modalités et l'affectation sont fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 57ter/2.

Si un étranger, qui dispose d'un lieu obligatoire d'inscription en vertu de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, est découvert dans un logement visé à l'²[article 433^{quaterdecies} du Code pénal]², le CPAS compétent du lieu d'inscription obligatoire est tenu, dans les trente jours à dater de l'expulsion du logement en cause, de mettre à disposition de l'étranger un logement situé sur le territoire de sa commune.

Pour la période prenant cours le jour de l'expulsion du logement et prenant fin le jour où le centre compétent met à disposition de l'étranger un logement, celui-ci est relogé aux frais du centre et le centre est tenu de fournir l'aide sociale à l'étranger.

Art. 57quater.

§ 1^{er}. La personne de nationalité étrangère, inscrite au registre des étrangers, qui en raison de sa nationalité n'a pas droit à l'intégration sociale et qui a droit à une aide sociale financière, peut prétendre à une intervention financière du centre public d'action sociale dans les frais liés à son insertion professionnelle.

§ 2. Le Roi détermine les types d'insertion pour lesquels le centre intervient financièrement ainsi que le montant, les conditions d'octroi et les modalités de cette intervention financière. Le Roi peut déterminer les conditions d'accès aux différents programmes d'insertion et d'emploi.

§ 3. Par dérogation à l'article 23 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, l'intervention financière du centre peut être imputée sur la rémunération du travailleur. Cette imputation s'effectue directement après les retenues autorisées en vertu de l'article 23, alinéa 1^{er}, 1^o, de la même loi et n'intervient pas dans la limite d'un cinquième prévue à l'article 23, alinéa 2. Une intervention financière qui

est imputée sur la rémunération du travailleur est néanmoins considérée comme une rémunération en ce qui concerne la législation fiscale et sociale.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les conditions qu'il détermine, pour les travailleurs occupés avec le bénéfice d'une intervention financière du centre dans leur rémunération :

1^o prévoir des dérogations aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en ce qui concerne le respect des règles relatives à la rupture du contrat de travail par le travailleur lorsque celui-ci est engagé dans les liens d'un autre contrat de travail ou nommé dans une administration ;

2^o prévoir une exonération temporaire, totale ou partielle, des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 38, §§ 3 et 3bis, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 2, §§ 3 et 3bis, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés.

Art. 57quinquies.

Par dérogation aux dispositions de la présente loi, le centre n'est pas tenu d'accorder une aide sociale aux ressortissants des États membres de l'Union européenne et aux membres de leur famille pendant les trois premiers mois du séjour ou, le cas échéant, pendant la période plus longue prévue à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ni tenu, avant l'acquisition du droit de séjour permanent, d'octroyer des aides d'entretien.

Art. 57sexies.

Par dérogation aux dispositions de la présente loi, l'aide sociale n'est pas due par le centre à l'étranger autorisé au séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle.

Art. 58.

§ 1^{er}. Une demande d'aide sociale, soumise à la décision du centre, est inscrite le jour de sa réception, par ordre chronologique, dans le registre tenu à cet effet par le centre public d'action sociale.

La demande écrite est signée par l'intéressé ou par la personne qu'il a désignée par écrit.

Lorsque la demande est orale, l'intéressé ou la personne désignée par écrit signe dans la case *ad hoc* du registre visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le centre adresse ou remet le même jour un accusé de réception au demandeur.

§ 3. Lorsqu'un centre public d'action sociale reçoit une demande d'aide pour laquelle il ne se considère pas compétent, il transmet cette demande dans les cinq jours calendrier par écrit au ²[centre public d'action sociale]² qu'il estime être compétent. Dans le même délai, il avertit le demandeur par écrit de cette transmission.

À peine de nullité, la transmission de la demande au centre public d'action sociale considéré comme étant compétent, ainsi que la notification au demandeur de la transmission, se fait au moyen d'une lettre mentionnant les raisons de l'incompétence.

Toutefois, la demande sera validée à la date de sa réception au premier centre public d'action sociale, telle que déterminée au § 1^{er}.

Le centre public d'action sociale qui manque à cette obligation doit accorder, aux conditions fixées par la présente loi, l'aide sociale, tant qu'il n'a pas transmis la demande ni communiqué les raisons invoquées pour justifier l'incompétence.

La décision d'incompétence peut être prise par le président à charge pour lui de soumettre sa décision au conseil ou à l'organe compétent à la plus prochaine réunion, en vue de sa ratification.

Art. 59.

Le centre public d'action sociale remplit sa mission en suivant les méthodes du travail social les plus adaptées et dans le respect des convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des intéressés.

Art. 60.

§ 1^{er}. L'intervention du centre est, s'il est nécessaire, précédée d'une enquête sociale, se terminant par un diagnostic précis sur l'existence et l'étendue du besoin d'aide et proposant les moyens les plus appropriés d'y faire face.

L'intéressé est tenu de fournir tout renseignement utile sur sa situation et d'informer le centre de tout élément nouveau susceptible d'avoir une répercussion sur l'aide qui lui est octroyée.

Le rapport de l'enquête sociale établi par un travailleur social visé à l'article 44 fait foi jusqu'à preuve contraire pour ce qui concerne les constatations de faits qui y sont consignées contradictoirement.

Le centre qui aide un demandeur d'asile qui ne réside pas effectivement sur le territoire de la commune que le centre dessert, peut demander au centre public d'action sociale du lieu de résidence effective du demandeur d'asile concerné d'effectuer l'enquête sociale. Ce dernier centre est tenu de communiquer le rapport de l'enquête sociale au centre demandeur dans le délai fixé par le Roi. Le Roi peut déterminer le tarif en fonction duquel le centre demandeur rémunère les prestations du centre qui a effectué l'enquête sociale. Le Roi peut aussi déterminer les conditions minimales auxquelles doivent répondre l'enquête sociale du ³[centre public d'action sociale]³ de la résidence effective, ainsi que le rapport y relatif.

§ 2. Le centre fournit tous conseils et renseignements utiles et effectue les démarches de nature à procurer aux intéressés tous les droits et avantages auxquels ils peuvent prétendre dans le cadre de la législation belge ou étrangère.

§ 3. Il accorde l'aide matérielle sous la forme la plus appropriée.

L'aide financière peut être liée par décision du centre aux conditions énoncées aux articles 3, 5^o et 6^o, 4, 11 et 13, § 2, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

En cas de non-respect de ces conditions, le droit à l'aide financière peut, sur proposition du travailleur social ayant en charge le dossier, être refusé ou suspendu partiellement ou totalement pour une période d'un mois au maximum.

En cas de récidive dans un délai maximum d'un an, le droit à l'aide financière peut être suspendu pour une période de trois mois au maximum.

§ 4. Il assure, en respectant le libre choix de l'intéressé, la guidance psycho-sociale, morale ou éducative nécessaire à la personne aidée pour lui permettre de vaincre elle-même progressivement ses difficultés.

Il tient compte de la guidance déjà effectuée et de la possibilité de faire continuer celle-ci par l'autre centre ou service auquel l'intéressé a déjà fait confiance.

§ 5. Si la personne aidée n'est pas assurée contre la maladie et l'invalidité, il l'affilie à l'organisme assureur choisi par elle, et, à défaut de ce choix, à la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité. Il exige dans la mesure du possible une contribution personnelle de l'intéressé.

§ 6. Le centre public d'action sociale crée, là où cela se révèle nécessaire et, le cas échéant, dans le cadre d'une programmation existante, des établissements ou services à caractère social, curatif ou préventif, les étend et les gère.

La nécessité de la création ou de l'extension d'un établissement ou d'un service doit résulter d'un dossier qui comporte un examen sur les besoins de la commune et/ou de la région et sur les établissements ou services similaires déjà en fonction, une description du fonctionnement, une évaluation précise du prix de revient et des

dépenses à effectuer ainsi que, si possible, des informations permettant une comparaison avec des établissements ou services similaires.

La création ou l'extension d'établissements ou services qui sont susceptibles de bénéficier de subventions au niveau soit des investissements, soit du fonctionnement, ne peut être décidée que sur base d'un dossier faisant apparaître que les conditions prévues par la législation ou la réglementation organique pour l'octroi de ces subventions seront respectées.

Sans préjudice des autorisations à obtenir d'autres autorités publiques, la décision de créer ou d'étendre un établissement ou un service, dès qu'elle est de nature à entraîner une intervention à charge du budget communal ou à majorer celle-ci, est soumise à l'approbation du conseil communal.

§ 7. Dans le cas où un ayant droit à l'aide sociale financière en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ou de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale doit justifier de sa disposition à travailler, le centre prend toutes les dispositions de nature à lui permettre l'insertion socioprofessionnelle.

Le centre peut fournir cette aide en agissant lui-même comme employeur pour une durée qui ne peut être supérieure à la durée nécessaire à la personne visée à l'alinéa 1^{er} en vue d'obtenir le bénéfice complet des allocations sociales. Cette aide, sous la forme d'un emploi d'insertion, peut comprendre un temps de formation, assimilé à des prestations de travail, jusqu'à maximum 1/5 de temps de travail annuel.

Par dérogation aux dispositions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail par les centres, en application du présent paragraphe, alinéa 2, peuvent être mis par ces centres à la disposition de personnes morales de droit privé ou de droit public, dénommés les utilisateurs externes.

En application de l'alinéa précédent, l'emploi d'insertion fait l'objet d'une Convention de mise à disposition précisant l'accompagnement fourni par le centre et par l'utilisateur externe ainsi que, au minimum, un plan d'acquisition de compétences.

Par dérogation à l'alinéa 3, lorsque l'emploi d'insertion est exécuté au sein d'un service du centre, dénommé utilisateur interne, l'ayant droit dispose d'une description de fonction, et d'un plan d'acquisition de compétences. Ce dernier est communiqué à l'ayant droit par le centre selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Après concertation avec les centres, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale arrête le modèle de Convention de mise à disposition ainsi que les documents établissant le plan d'acquisition de compétences.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale détermine les conditions et les modalités suivant lesquelles l'emploi visé à l'alinéa 2 doit être conclu en vue de maintenir le droit du centre à la subvention liée à l'insertion de la personne occupée en application de l'article 36 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et de l'article 5, § 4bis, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les C.P.A.S.

Pour la mise en œuvre du présent paragraphe, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale soutient financièrement les centres dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

§ 8. Le conseil de l'action sociale organise, par voie de règlement d'ordre intérieur, le dépôt, la garde et la restitution, volontaires ou nécessaires, des valeurs qui peuvent lui être confiées, en vertu des articles 1915 à 1954^{quater} du Code civil, par des personnes admises dans un de ses établissements.

Le receveur est chargé d'accepter le dépôt ou désigne éventuellement, en accord avec le secrétaire, les personnes qui sont chargées, sous sa responsabilité, de recevoir, de garder et de restituer ces dépôts.

Art. 60bis.

Le centre public d'action sociale prend toutes les initiatives nécessaires en vue d'informer le public sur les différentes formes d'aide qu'il octroie et en fait rapport annuellement dans la note de gestion.

Art. 61.

Le centre peut recourir à la collaboration de personnes, d'établissements ou de services qui, créés soit par des pouvoirs publics, soit par l'initiative privée, disposent des moyens nécessaires pour réaliser les diverses solutions qui s'imposent, en respectant le libre choix de l'intéressé.

Le centre peut supporter les frais éventuels de cette collaboration, s'ils ne sont pas couverts en exécution d'une autre loi, d'un règlement, d'un contrat ou d'une décision judiciaire.

Dans le même but, le centre peut conclure des conventions soit avec un autre ²[centre public d'action sociale]², un autre pouvoir public ou un établissement d'utilité publique, soit avec une personne privée ou un organisme privé. Par dérogation aux dispositions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail par les ²[centres publics d'action sociale]² peuvent, en application du présent alinéa, être mis par les centres à la disposition des partenaires qui ont conclu une convention avec le centre public d'action sociale sur la base de la présente loi organique.

Art. 62.

Le centre peut proposer aux institutions et services déployant dans le ressort du centre une activité sociale ou des activités spécifiques, de créer avec eux un ou plusieurs comités où le centre et ces institutions et services pourraient coordonner leur action et se concerter sur les besoins individuels ou collectifs et les moyens d'y répondre.

Il a notamment, sans préjudice des compétences de l'autorité fédérale et des entités fédérées, la faculté, pour participer à la lutte contre la pauvreté, et en coordination avec les services et Institutions précités :

1° de veiller à lutter contre la sous protection sociale et le non-recours aux droits ;

2° de développer des approches par les pairs, des processus de travail collectifs et communautaires en vue de renforcer la participation des usagers du C.P.A.S. ;

3° d'établir, en collaboration avec la structure d'appui à la première ligne de soins, un plan social-santé à l'échelle de son ressort territorial sur la base d'un diagnostic partagé des ressources et des besoins de son territoire. Ce plan est présenté au Conseil de l'action sociale et au Conseil communal, et transmis au collège réuni ;

4° de mettre en place un service d'accompagnement à la recherche d'un logement et un service d'habitat accompagné et de prévention des expulsions ;

5° de mettre en œuvre des actions spécifiques dans le cadre de la lutte contre le sans-abrisme ;

6° de développer son service médiation de dettes avec un volet spécifique d'accompagnement à la consommation d'énergie.

Art. 62bis.

La décision en matière d'aide individuelle, prise par le conseil de l'action sociale ou l'un des organes auxquels le conseil a délégué des attributions, est communiquée, par lettre recommandée à la poste ou contre accusé de réception, à la personne qui a demandé l'aide, selon les modalités qui peuvent être déterminées par le Roi.

La décision est motivée et signale la possibilité de former un recours, le délai d'introduction, la forme de la requête, l'adresse de l'instance de recours compétente et le nom du service ou de la personne qui, au sein du centre public d'action sociale, peut être contacté en vue d'obtenir des éclaircissements.

Art. 62ter.

Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale contrôlent l'application des articles 57^{quater}, paragraphes 1^{er} à 3 inclus, et du paragraphe 4, 2°, 60, paragraphe 7, et 61, ainsi que leurs mesures d'exécution, et surveillent le respect de ceux-ci.

Ces fonctionnaires exercent ce contrôle ou cette surveillance conformément aux dispositions de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations.

En ce qui concerne l'article 57*quater*, paragraphes 1^{er} à 3 inclus, et du paragraphe 4, 2^o, le contrôle ou la surveillance s'exercent sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des Institutions fédérales compétentes pour les cotisations de sécurité sociale ou pour l'aide sociale financière, qui, en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques.

Section 2 - De la tutelle des enfants (art. 63 - 68)

Art. 63.

Tout mineur d'âge à l'égard duquel personne n'est investi de l'autorité parentale ou n'exerce la tutelle ou la garde matérielle, est confié au centre public d'action sociale de la commune où il se trouve.

Art. 64.

Le tribunal de la jeunesse ou le comité de protection de la jeunesse peuvent confier au centre public d'action sociale les enfants dont le centre assure déjà la garde matérielle et dont les parents sont déchus en tout ou en partie de l'autorité parentale.

Art. 65.

Dans les cas visés aux deux articles précédents, le conseil de l'action sociale désigne parmi ses membres une personne qui exercera la fonction de tuteur et une personne qui exercera la fonction de subrogé tuteur.

Art. 66.

Si ces enfants ont des biens, le receveur remplit pour ces biens les mêmes fonctions que pour les biens du centre. La garantie de la tutelle est constituée par le cautionnement du receveur.

Art. 67.

Les capitaux qui appartiennent ou échoient à ces enfants sont placés à la Caisse générale d'épargne et de retraite ou employés à l'achat d'obligations ou bons de caisse émis par les pouvoirs publics et organismes énumérés au second alinéa du § 1^{er} de l'article 78.

Art. 68.

La tutelle exercée par un membre du conseil de l'action sociale prend fin :

1^o dès qu'une tutelle a été organisée en exécution des règles du Code civil ;

2^o en cas d'adoption, de tutelle officieuse, de reconnaissance, [...] ou de rétablissement des père et mère déchus de l'autorité parentale dans les droits dont ils ont été privés.

Section 3 - Des avances sur pensions alimentaires et du recouvrement de ces pensions (art. 68bis - 68quater.)

Art. 68bis à 68quater.

[...]

Section 4 - Aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés (art. 68quinquies)

Art. 68quinquies.

§ 1^{er}. Le centre public d'action sociale est chargé d'allouer une aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés.

§ 2. Le droit à une aide au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés est accordé lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° le débiteur d'aliments est ayant droit au revenu d'intégration ou de l'aide sociale financière équivalente ;

2° le débiteur d'aliments est une personne qui est redevable :

a) soit d'une pension alimentaire à l'égard de ses enfants et fixée soit par une décision judiciaire exécutoire, soit dans une convention visée à l'article 1288, 3°, du Code judiciaire, soit dans un accord exécutoire visé aux articles 731 à 734 du Code judiciaire ;

b) soit d'une pension alimentaire sur la base de l'article 336 du Code civil ;

c) soit d'une part contributive pour un enfant placé en vertu d'une décision prise par le tribunal de la jeunesse ou par l'autorité administrative compétente ;

3° le débiteur d'aliments apporte la preuve du paiement de cette pension alimentaire ou de cette part contributive.

§ 3. Le montant du droit à une aide spécifique au paiement de pensions alimentaires ou de parts contributives pour enfants placés s'élève à 50% du montant des pensions alimentaires payées ou des parts contributives, plafonné à 1.100 EUR par an.

§ 4. Le Roi détermine les modalités relatives à l'introduction de la demande auprès du centre compétent, à la notification de la décision et au paiement de l'aide spécifique au paiement des pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés. Il détermine la procédure à suivre en cas d'incompétence du centre public d'action sociale qui reçoit la demande.

§ 5. L'État accorde au centre compétent une subvention égale à 100% du montant de l'aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés. Des avances à valoir sur le montant dont la charge est supportée par l'État peuvent être accordées dans les conditions et selon les modalités fixées par le Roi.

Vous trouverez dans les différentes rubriques du présent site toutes les informations utiles en ce qui concerne les compétences, l'organisation et le fonctionnement du CPAS et notamment les moyens disponibles pour introduire une demande d'aide.

Le site contient également des informations sur les services assurés par le CPAS qui ne sont pas spécifiquement visés par la réglementation (ex. : maison de repos et de soins Arcadia, maison d'accueil Le Relais, service d'aide et de repas à domicile, service de médiation de dettes,...).

Omschrijving, inventaris en lijst

Omschrijving

In toepassing van het artikel 57 en volgende van de organieke wet van 08.07.1976, zijn de taken van het O.C.M.W.:

Hoofdstuk IV - TAKEN VAN HET OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN (art. 57 - 68quinquies)

Afdeling I - Algemene taken en uitvoering (art. 57 - 62ter)

Art. 57.

§ 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 57ter, heeft het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn tot taak aan personen en gezinnen de dienstverlening te verzekeren waartoe de gemeenschap gehouden is.

Het verzekert niet alleen lenigende of curatieve doch ook preventieve hulp. Het bevordert de maatschappelijke participatie van de gebruikers.

Deze dienstverlening kan van materiële, sociale, geneeskundige, sociaal-geneeskundige of psychologische aard zijn.

§ 2. In afwijking van de andere bepalingen van deze wet, is de taak van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beperkt tot:

1° het verlenen van dringende medische hulp, wanneer het gaat om een vreemdeling die illegaal in het Rijk verblijft;

2° het vaststellen van de staat van behoefte doordat de ouders hun onderhoudsplicht niet nakomen of niet in staat zijn die na te komen, wanneer het gaat om een vreemdeling jonger dan 18 jaar die met zijn ouders illegaal in het Rijk verblijft.

In het geval bedoeld in 2°, wordt de maatschappelijke hulp beperkt tot de materiële hulp die onontbeerlijk is voor de ontwikkeling van het kind en wordt uitsluitend verstrekt in een federaal opvangcentrum overeenkomstig de voorwaarden en nadere regels bepaald door de Koning. De aanwezigheid in het opvangcentrum van de ouders of van de personen die het ouderlijk gezag over het kind daadwerkelijk uitoefenen, wordt gewaarborgd.

De Koning kan bepalen wat onder dringende medische hulp begrepen moet worden.

Een vreemdeling die zich vluchteling heeft verklaard en heeft gevraagd om als dusdanig te worden erkend, verblijft illegaal in het Rijk wanneer de asielaanvraag is geweigerd en aan de betrokken vreemdeling een [...] bevel om het grondgebied te verlaten is betekend.

De maatschappelijke dienstverlening aan een vreemdeling die werkelijk steuntrekkende was op het ogenblik dat hem een [...] bevel om het grondgebied te verlaten werd betekend, wordt, met uitzondering van de dringende medische hulpverlening, stopgezet de dag dat de vreemdeling daadwerkelijk het grondgebied verlaat, en ten laatste de dag van het verstrijken van de termijn van het bevel om het grondgebied te verlaten.

Van het bepaalde in het voorgaande lid wordt afgeweken gedurende de termijn die strikt noodzakelijk is om de vreemdeling in staat te stellen het grondgebied te verlaten, voor zover hij een verklaring heeft ondertekend die zijn uitdrukkelijke intentie het grondgebied zo snel mogelijk te willen verlaten, weergeeft; deze termijn mag in geen geval de termijn welke vastgelegd is door artikel 7, 4°, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen overschrijden.

De hierboven vermelde intentieverklaring kan slechts eenmaal worden ondertekend. Het centrum verwittigt zonder verwijl de Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, evenals de betrokken gemeente, van de ondertekening van de intentieverklaring.

Indien het gaat om een vreemdeling die dakloos is geworden ingevolge de toepassing van artikel 433quaterdecies van het Strafwetboek, kan de in het vierde en vijfde lid bedoelde maatschappelijke dienstverlening verstrekt worden in een onthaalcentrum, zoals bedoeld in artikel 57ter.

§ 3. Het centrum oefent de voogdij uit over of verzekert althans de bewaring, het onderhoud en de opvoeding van de minderjarige kinderen die door de wet, de ouders of overheidsorganen aan het centrum zijn toevertrouwd.

§ 4. Het centrum voert de taken uit die hem door de wet, de Koning of de gemeenteoverheid zijn toevertrouwd.

Art. 57bis.

Onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, kennen de openbare centra voor maatschappelijk welzijn een installatiepremie toe aan de persoon die de hoedanigheid van dakloze verliest door een woning te betrekken die hem tot hoofdverblijfplaats dient.

Art. 57ter.

De maatschappelijke dienstverlening is niet door het centrum verschuldigd indien een vreemdeling die gehouden is zich in te schrijven in een welbepaalde plaats overeenkomstig artikel 11, § 1 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen, materiële hulp ontvangt van een opvangstructuur die belast is met het verlenen van de noodzakelijke dienstverlening om een menswaardig leven te kunnen leiden.

In afwijking van artikel 57, § 1 kan een asielzoeker aan wie in toepassing van artikel 11, § 1 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen als verplichte plaats van inschrijving een opvangstructuur is aangewezen die beheerd wordt door het Agentschap of één van zijn partners, slechts in deze opvangstructuur gebruik maken van de maatschappelijke dienstverlening overeenkomstig de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

De maatschappelijke dienstverlening is niet door het centrum verschuldigd indien ten aanzien van een vreemdeling een beslissing is genomen overeenkomstig artikel 4 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

Art. 57ter/1.

Om te zorgen voor een evenwichtige spreiding van de opvangplaatsen over de gemeenten, is het OCMW verplicht lokale opvanginitiatieven op te richten als bedoeld in artikel 64 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de criteria voor die spreiding, rekening houdend met de specifieke situatie van elke gemeente. Dat spreidingsplan treedt in werking vanaf een door de Koning bepaalde datum, bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Indien het OCMW geen lokale opvanginitiatieven opricht, kan het een financiële sanctie opgelegd krijgen, waarvan de nadere regels en de bestemming door de Koning worden bepaald bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Art. 57ter/2.

Indien een vreemdeling, die krachtens artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, beschikt over een verplichte plaats van inschrijving, wordt aangetroffen in een woning bedoeld in artikel 433quaterdecies van het Strafwetboek, dan is het bevoegde OCMW van de verplichte plaats van inschrijving ertoe gehouden binnen dertig dagen na de uitdrijving uit de bedoelde woning, een huisvesting ter beschikking te stellen van de vreemdeling op het grondgebied van zijn gemeente.

Voor de periode die begint op de dag van de uitdrijving en die een einde neemt op de dag dat het bevoegde centrum een huisvesting ter beschikking stelt, wordt de vreemdeling op kosten van het centrum geherhuisvest en verstrekt het centrum aan de vreemdeling de maatschappelijke dienstverlening.

Art. 57quater.

§ 1. Voor de persoon van vreemde nationaliteit, ingeschreven in het vreemdelingenregister, die omwille van zijn nationaliteit geen aanspraak kan maken op het recht op maatschappelijke integratie en gerechtigd is op een financiële maatschappelijke hulp, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn financieel tussenkomen in de kosten die verbonden zijn aan de inschakeling van deze persoon in het beroepsleven.

§ 2. De Koning bepaalt voor welke vormen van inschakeling het centrum financieel tussenkomt alsmede het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de modaliteiten van deze financiële tegemoetkoming. De Koning kan de voorwaarden bepalen voor de toegang tot de verschillende inschakelings- en tewerkstellingsprogramma's.

§ 3. In afwijking van artikel 23 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, kan de financiële steun vanwege het centrum in mindering gebracht worden op het loon van de werknemer. Deze aftrek geschiedt dadelijk na de inhouding toegelaten krachtens artikel 23, eerste lid, 1°, van dezelfde wet en telt niet mee voor de grens van een vijfde, bepaald in artikel 23, tweede lid. Een financiële steun die aldus in mindering wordt gebracht op het loon van de werknemer, wordt niettemin voor de toepassing van de sociale en fiscale wetgeving als loon beschouwd.

§ 4. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, voor de werknemers die genieten van een financiële steun in hun loon vanwege het centrum:

1° in afwijkingen voorzien op de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzake het naleven van de regels betreffende de verbreking van de arbeidsovereenkomst door de werknemer wanneer hij in dienst genomen wordt in het kader van een andere arbeidsovereenkomst of benoemd wordt in een administratie;

2° in een tijdelijke, gehele of gedeeltelijke vrijstelling voorzien van werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 38, §§ 3 en 3bis, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 2, §§ 3 en 3bis, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van mijnwerkers en ermee gelijkgestelden.

Art. 57quinquies.

In afwijking van de bepalingen van deze wet is de maatschappelijke dienstverlening door het centrum niet verschuldigd aan onderdanen van Lid-Staten van de Europese Unie en hun familieleden gedurende de eerste drie maanden van het verblijf of, in voorkomend geval de langere periode zoals bedoeld in artikel 40, § 4, eerste lid, 1°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, noch is het verplicht om vóór de verwerving van het duurzame verblijfsrecht steun voor levensonderhoud toe te kennen.

Art. 57sexies.

[...]

Art. 58.

§ 1. Een aanvraag betreffende maatschappelijke dienstverlening, waarover het centrum een beslissing moet nemen, wordt, de dag van haar ontvangst, chronologisch ingeschreven in het daartoe door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gehouden register.

De schriftelijke aanvraag wordt ondertekend door de belanghebbende of de persoon die hij schriftelijk heeft aangewezen.

Wanneer de aanvraag mondeling wordt gedaan, ondertekent de belanghebbende of de schriftelijk aangewezen persoon in het daartoe voorziene vak van het register bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Het centrum zendt of overhandigt dezelfde dag aan de aanvrager een ontvangstbewijs.

§ 3. Wanneer een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een steunaanvraag ontvangt waarvoor het zich onbevoegd acht, zendt het deze aanvraag over binnen de vijf kalenderdagen aan het volgens hem bevoegd

openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. Binnen dezelfde termijn wordt de aanvrager schriftelijk in kennis gesteld van deze verzending.

Op straffe van nietigheid gebeurt de verzending van de aanvraag aan het bevoegd geachte openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, evenals de kennisgeving van de verzending aan de aanvrager, door een brief met vermelding van de redenen van onbevoegdheid.

De aanvraag zal evenwel worden gevalideerd op de datum van ontvangst bij het eerste openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, zoals bepaald in § 1.

Het openbaar centrum voor maatschappelijke integratie dat deze verplichting niet naleeft, moet overeenkomstig de door deze wet gestelde voorwaarden maatschappelijke dienstverlening verlenen zolang het de aanvraag niet heeft overgezonden en de redenen die aan de onbevoegdheid ten grondslag liggen niet heeft medegedeeld.

De beslissing van onbevoegdheid kan worden genomen door de Voorzitter mits zijn beslissing aan de raad of het bevoegd orgaan te onderwerpen op de eerstvolgende vergadering met het oog op haar bekrachtiging.

Art. 59.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn vervult zijn opdracht volgens de meest aangepaste methoden van het maatschappelijk werk en met eerbiediging van de ideologische, filosofische of godsdienstige overtuiging van de betrokkenen.

Art. 60.

§ 1. De tussenkomst van het centrum is, zo nodig, voorafgegaan van een sociaal onderzoek dat besluit met een nauwkeurige diagnose nopens het bestaan en de omvang van de behoefte aan dienstverlening en de meest passende middelen voorstelt om daarin te voorzien.

De betrokkene is ertoe gehouden elke nuttige inlichting nopens zijn toestand te geven, alsmede het centrum op de hoogte te brengen van elk nieuw gegeven dat een weerslag kan hebben op de hulp die hem wordt verleend.

Het verslag van het sociaal onderzoek opgesteld door een maatschappelijk werker bedoeld in artikel 44 geldt tot bewijs van het tegendeel wat betreft de feitelijke vaststellingen die daarin op tegensprekelijke wijze zijn opgetekend.

Het centrum dat een asielzoeker steunt die niet daadwerkelijk verblijft op het grondgebied van de gemeente die het centrum bedient, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de werkelijke verblijfplaats van de betrokken asielzoeker verzoeken het sociaal onderzoek uit te voeren. Dit laatste centrum is ertoe gehouden het verslag van het sociaal onderzoek over te zenden aan het centrum dat erom vraagt, binnen de door de Koning vastgestelde termijn. De Koning kan het tarief bepalen waarmee het verzoekend centrum de prestaties vergoedt van het centrum dat het sociaal onderzoek heeft uitgevoerd. De Koning kan ook de minimale voorwaarden bepalen waaraan het sociaal onderzoek van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de werkelijke verblijfplaats, evenals het verslag ervan, moeten voldoen.

§ 2. Het centrum verstrekt alle nuttige raadgevingen en inlichtingen en doet de stappen om aan de betrokkenen alle rechten en voordelen te verlenen waarop zij krachtens de Belgische of de buitenlandse wetten aanspraak kunnen maken.

§ 3. Het verstrekt materiële hulp in de meest passende vorm.

De financiële hulpverlening kan bij beslissing van het centrum worden onderworpen aan de voorwaarden vermeld in de artikelen 3, 5° en 6°, 4, 11 en 13, § 2, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Indien deze voorwaarden niet worden nageleefd kan het recht op financiële hulp, op voorstel van de maatschappelijk werker belast met het dossier, worden geweigerd of geheel of gedeeltelijk worden geschorst voor een periode van ten hoogste een maand.

In geval van herhaling binnen een termijn van ten hoogste een jaar kan het recht op financiële hulp voor een periode van ten hoogste drie maanden worden geschorst.

§ 4. Het verzekert, met eerbiediging van de vrije keus van de betrokkene, de psycho-sociale, morele of opvoedende begeleiding die de geholpen persoon nodig heeft om geleidelijk zelf zijn moeilijkheden te boven te komen.

Het houdt rekening met de reeds verstrekte begeleiding en met de mogelijkheid tot voortzetting ervan door het andere centrum of dienst waarin de betrokkene zijn vertrouwen reeds heeft uitgedrukt.

§ 5. Indien de persoon aan wie hulp wordt geboden niet verzekerd is tegen ziekte en invaliditeit, maakt het de betrokkene lid van een verzekeringsinstelling naar zijn keuze, en bij gebrek aan een dergelijke keuze, van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. In de mate van het mogelijke wordt er een persoonlijke bijdrage geëist van de betrokkene.

§ 6. Waar de noodzakelijkheid zich voordoet, richt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, desgevallend in het kader van een bestaande planning, inrichtingen of diensten op met sociaal, curatief of preventief karakter, breidt deze uit en beheert deze.

De noodzaak tot het oprichten of het uitbreiden van een inrichting of van een dienst moet blijken uit een dossier dat een onderzoek bevat naar de behoeften van de gemeente en/of de streek en naar de gelijkaardige inrichtingen of diensten die reeds in functie zijn, een beschrijving van de wijze van functioneren, een nauwkeurige raming van de kostprijs en van de uitgaven die moeten gedaan worden, alsook, indien mogelijk, inlichtingen die een vergelijking met gelijkaardige instellingen en diensten mogelijk maken.

De oprichting of de uitbreiding van inrichtingen of diensten die in aanmerking kunnen komen voor het genieten van toelagen op het vlak van hetzij de investeringen, hetzij van de werking, kan alleen beslist worden op basis van een dossier waaruit blijkt dat de door de organieke wetgeving of reglementering voor het toekennen van deze toelagen voorziene voorwaarden, nageleefd zullen worden.

Onverminderd de machtigingen te verkrijgen vanwege andere overheidsorganen, wordt het besluit om een inrichting of een dienst op te richten of uit te breiden voor goedkeuring voorgelegd aan de gemeenteraad [...], zodra het besluit van die aard is dat het een tegemoetkoming uit de gemeentebegroting zal meebrengen of deze zal verhogen.

§ 7. In het geval waarin een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp met toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie of de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betreffende het ten laste nemen van de steun zijn werkbereidheid moet rechtvaardigen, treft het centrum alle mogelijke maatregelen om de socioprofessionele inschakeling van de rechthebbende mogelijk te maken.

Het centrum mag die hulp verstrekken door zelf op te treden als werkgever voor een duur die niet langer mag zijn dan de duur die voor de in het eerste lid bedoelde persoon nodig is om gerechtigd te worden op volledige sociale uitkeringen. Die hulp, in de vorm van een inschakelingsbetrekking, kan een opleidingsperiode omvatten die gelijkgesteld wordt aan arbeidsprestaties gaande tot maximaal 1/5 van de jaarlijkse arbeidstijd.

In afwijking van de bepalingen van artikel 31 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers kunnen de werknemers aangeworven door de centra krachtens een arbeidsovereenkomst, met toepassing van het tweede lid van deze paragraaf, door deze centra ter beschikking worden gesteld van privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen, de externe gebruikers genaamd.

Met toepassing van het voorgaande lid maakt de inschakelingsbetrekking het voorwerp uit van een overeenkomst van terbeschikkingstelling waarin de door het centrum en door de externe gebruiker verstrekte begeleiding wordt gepreciseerd en die minstens een competentieverwervingsplan bevat.

In afwijking van het derde lid beschikt de rechthebbende, wanneer de inschakelingsbetrekking wordt uitgeoefend bij een dienst van het centrum, een interne gebruiker genaamd, over een functiebeschrijving en een competentieverwervingsplan. Dat laatste wordt door het centrum aan de rechthebbende bezorgd volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Na overleg met de centra bepaalt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het model van de overeenkomst van terbeschikkingstelling en de documenten voor de opstelling van het competentieverwervingsplan.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten volgens welke de overeenkomst voor de in het tweede lid bedoelde betrekking moet worden gesloten zodanig dat het centrum het recht behoudt op de subsidie voor de inschakeling van de tewerkgestelde persoon krachtens artikel 36 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en artikel 5, § 4bis, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de OCMW's.

Voor de uitvoering van deze paragraaf ondersteunt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de centra financieel binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

§ 8. De raad voor maatschappelijk welzijn organiseert, bij huishoudelijk reglement, het in bewaring geven, de bewaring en de teruggave van waarden hetzij op vrijwillige of noodzakelijke basis, die hem ingevolge de artikelen 1915 tot 1954quater van het Burgerlijk Wetboek, kunnen worden toevertrouwd door personen opgenomen in een van zijn instellingen.

De ontvanger is met de inbewaarneming belast of duidt in overleg met de secretaris eventueel de personen aan die, onder zijn verantwoordelijkheid, gelast zijn deze deposito's te ontvangen, te bewaren en terug te geven.

Art. 60bis.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn neemt alle initiatieven met het oog op de bekendmaking van de verschillende door het centrum verstrekte vormen van dienstverlening, en rapporteert hierover jaarlijks in de beleidsnota.

Art. 61.

Het centrum kan een beroep doen op de medewerking van personen, van inrichtingen of diensten, die, opgericht hetzij door openbare besturen, hetzij op privé-initiatief, in staat zijn de middelen aan te wenden tot verwezenlijking van de verschillende oplossingen die zich opdringen, met eerbiediging van de vrije keuze van de betrokkene.

Het centrum kan de eventuele kosten van deze samenwerking dragen wanneer deze niet in uitvoering van een andere wet, een reglement, een overeenkomst of een rechterlijke beslissing worden gedekt.

Met hetzelfde doel kan het centrum overeenkomsten sluiten, hetzij met een ander openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een ander openbaar bestuur of instelling van openbaar nut, hetzij met een privé-persoon of een privé-instelling. In afwijking van de bepalingen van artikel 31 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, kunnen de werknemers verbonden krachtens een arbeidsovereenkomst met de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met toepassing van dit lid, door deze centra ter beschikking worden gesteld aan de partners die met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een overeenkomst hebben gesloten op basis van onderhavige organieke wet.

Art. 62.

Het centrum kan de instellingen en diensten die binnen het ambtsgebied van het centrum een sociale activiteit of specifieke activiteiten uitoefenen, voorstellen om gezamenlijk een of meer comités in te stellen waarin het centrum en die instellingen en diensten hun werkzaamheden kunnen coördineren en overleg plegen over de individuele of collectieve behoeften en de middelen om daarin te voorzien.

Zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de federale overheid en de andere gefedereerde entiteiten, heeft het, om mee te werken aan de armoedebestrijding, en in coördinatie van voornoemde diensten en instellingen met name de mogelijkheid:

1° te zorgen voor het bestrijden van het gebrek aan sociale bescherming en het niet-gebruik van rechten;

2° benaderingen door «peers», collectieve en gemeenschappelijke werkprocessen uit te bouwen teneinde de participatie van de OCMW-gebruikers te versterken;

3° in samenwerking met de structuur ter ondersteuning van de eerstelijnszorg, een welzijns- en gezondheidsplan voor zijn territoriaal bevoegdheidsgebied op te stellen op grond van een gedeelde diagnose van de middelen en de noden voor zijn grondgebied. Dit plan wordt aan de raad voor maatschappelijk welzijn en aan de gemeenteraad voorgesteld en aan het Verenigd College bezorgd;

4° een begeleidingsdienst voor het zoeken naar een woning en een dienst voor begeleid wonen en uitzettingspreventie op te richten;

5° specifieke acties te voeren in het kader van de bestrijding van dakloosheid;

6° zijn dienst schuldbemiddeling uit te breiden met een specifiek deel voor begeleiding inzake energieverbruik.

Art. 62bis.

De beslissing inzake individuele hulpverlening genomen door de raad voor maatschappelijk welzijn of door één van de organen aan wie de raad bevoegdheden heeft overgedragen, wordt aan de persoon die de hulp heeft aangevraagd schriftelijk en aangetekend of tegen ontvangstbewijs meegedeeld, op de wijze die door de Koning kan worden bepaald.

De beslissing is met redenen omkleed en vermeldt de mogelijkheid tot het instellen van beroep, de beroepstermijn, de vorm van het verzoekschrift, het adres van de bevoegde beroepsinstantie en de dienst of persoon, die binnen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan gecontacteerd worden voor het geven van toelichting.

Art. 62ter.

De door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangewezen ambtenaren controleren de uitvoering van de artikelen 57quater, §§ 1 tot en met 3, en § 4, 2°, 60, § 7, en 61, en de uitvoeringsmaatregelen daarvan, en houden toezicht op de naleving ervan.

Deze ambtenaren oefenen die controle of dit toezicht uit in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen.

Wat artikel 57quater, §§ 1 tot en met 3, en § 4, 2°, betreft, worden de controle of het toezicht uitgeoefend onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de socialezekerheidsbijdragen of voor financiële maatschappelijke bijstand, die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn.

Afdeling II - Voogdij over de kinderen (art. 63 - 68)

Art. 63.

Iedere minderjarige over wie niemand het ouderlijk gezag, de voogdij of de materiële bewaring heeft, wordt toevertrouwd aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar hij zich bevindt.

Art. 64.

De jeugdrechtbank of het comité voor de jeugdbescherming kunnen aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de kinderen toevertrouwen over wie het centrum reeds de materiële bewaring heeft en van wie de ouders geheel of gedeeltelijk uit het ouderlijk gezag zijn ontzet.

Art. 65.

In de gevallen bedoeld in de twee voorgaande artikelen wijst de raad voor maatschappelijk welzijn onder haar leden een persoon aan die de taak van voogd zal vervullen alsook een persoon die de taak van toezien zal vervullen.

Art. 66.

Indien de kinderen goederen bezitten, oefent de ontvanger ten aanzien van die goederen dezelfde functies uit als ten aanzien van de goederen van het centrum. Als waarborg voor de voogdij geldt de zekerheid gesteld door de ontvanger.

Art. 67.

De kapitalen die aan die kinderen toebehoren of ten deel vallen, worden belegd bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas of gebruikt voor de aankoop van obligaties of kasbons uitgegeven door de openbare besturen en instellingen opgesomd in artikel 78, § 1, tweede lid.

Art. 68.

De voogdij van een lid van de raad voor maatschappelijk welzijn neemt een einde:

1° zodra is voorzien in een voogdij met toepassing van de regels van het Burgerlijk Wetboek;

2° in geval van adoptie, pleegvoogdij, erkenning, [...] of herstel van de ouders die uit het ouderlijk gezag waren ontzet, in de rechten die hun waren ontnomen.

Afdeling III - Voorschotten op en invordering van onderhoudsgelden (art. 68bis - 68quater)

Art. 68bis.

[...]

Art. 68ter.

[...]

Art. 68quater.

[...]

Afdeling IV - Specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen (art. 68quinquies)

Art. 68quinquies.

§ 1. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is belast met het toekennen van een specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen.

§ 2. Het recht op hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen wordt verleend wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° de onderhoudsplichtige heeft recht op het leefloon of op een gelijkwaardige financiële maatschappelijke hulp;

2° de onderhoudsplichtige is een persoon die:

a) ofwel onderhoudsgeld voor zijn kinderen verschuldigd is, vastgelegd hetzij in een uitvoerbare gerechtelijke beslissing, hetzij in een overeenkomst bedoeld bij artikel 1288, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek, hetzij in een uitvoerbare schikking bedoeld in artikelen 731 tot 734 van het Gerechtelijk Wetboek;

b) ofwel onderhoudsgeld verschuldigd is op basis van artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek;

c) ofwel een bijdrage voor een geplaatst kind verschuldigd is op grond van een beslissing genomen door de Jeugdrechtbank of door de bevoegde administratieve overheid;

3° de onderhoudsplichtige levert het bewijs van de betaling van dit onderhoudsgeld of van deze bijdrage.

§ 3. De specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden of van bijdragen voor geplaatste kinderen bedraagt 50 pct. van het bedrag van de betaalde onderhoudsgelden of bijdragen, met een maximum van 1.100 EUR per jaar.

§ 4. De Koning bepaalt de regels voor de indiening van de aanvraag bij het bevoegd centrum, voor de kennisgeving van de beslissing en voor de uitkering van de specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen. Hij bepaalt de te volgen procedure in geval van onbevoegdheid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waarbij de aanvraag wordt ingediend.

§ 5. De Staat kent het bevoegd centrum een toelage toe, gelijk aan 100 pct. van het bedrag van de specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen. Voorschotten in mindering van het bedrag dat door de Staat ten laste wordt genomen, kunnen toegekend worden onder de voorwaarden en volgens de regels bepaald door de Koning.

U zal in de verschillende rubrieken van de huidige site alle nodige informatie terugvinden in verband met de competenties, de organisatie en het functioneren van het O.C.M.W. en alsook de beschikbare middelen om een hulpaanvraag in te dienen.

De site bevat eveneens informatie over de diensten verzekerd door het O.C.M.W. die niet specifiek vermeld zijn in de reglementering (bijv. : rust- en verzorgingstehuis Arcadia, onthaalhuis De Relais, dienst Gezinshulp en maaltijden aan huis, dienst schuldbemiddeling,).

Inventaire des subsides

Aucun subside n'a été octroyé en 2022 au sens de l'article 6, § 1er, 2° des décret et ordonnance conjoints précités.

Inventaire des études

Aucune étude n'a été réalisée en 2022 au sens de l'article 6, § 1er, 3° des décret et ordonnance conjoints précités.

Inventaris van de subsidies

Geen enkele subsidie, in de zin van het artikel 6, § 1, 2° van de genoemde gezamenlijke decreet en ordonnantie, werden toegekend, in 2022.

Inventaris van de studies

Geen enkele studie, in de zin van het artikel 6, § 1, 2° van de genoemde gezamenlijke decreet en ordonnantie, werd verwezenlijkt in 2022.

Inventaires des marchés publics – Inventaris van de openbare opdrachten

La liste qui suit reprend les marchés publics de 2023, dont la date de la décision. De volgende lijst bevat de openbare opdrachten 2022 met de datum van de beslissing.

BOS	SUJET ONDERWERP	DATE BP / CS DATUM VB / RD	MONTANT BEDRAG
15941	MP - attribution - ouverture et fermeture des sites - IPGS Group (pour 4 ans)	04-01-23	127.776,00
15997	MP - attribution - désignation d'un avocat (tarif horaire)	11-01-23	107,69
15892	CA - attribution - 20 GSM - IRISNET	11-01-23	526,35
15900	CA - attribution - achat de switchs - CIRB	11-01-23	797,39
15534	CA - attribution - smartphone - IRISNET	11-01-23	749,14
15889	MP - attribution - armoires vestiaires avec clés - KAISER KRAFT	11-01-23	549,34
15796	MP - attribution - stores - DAVIROLL	11-01-23	356,22
15875	CA - attribution - claviers et souris - CIRB	11-01-23	2.029,30
15830	MP - attribution - contrats de maintenance intrusion/contrôle d'accès et CCTV - ALLOSON	11-01-23	489,45
15891	MP - attribution - réparation véhicule - FIAT	11-01-23	629,44
15879	MP - attribution - supervision - CEFORM	11-01-23	2.029,30
15968	MP - reconduction - logiciel de gestion de marchés publics - 3P	11-01-23	9.757,44
15890	MP - attribution - acquisition et installation d'une cellule mixte de refroidissement - FROIRECA	17-01-23	13.963,30
15954	MP - reconduction - entretien des jardins - HENRION JARDINS	17-01-23	16.819,00
15938	CA - attribution - licences exchange online - CIRB	25-01-23	486,18
15976	MP - attribution - aspirateur - BOMA	25-01-23	264,37
15832	MP - attribution - contrat de maintenance et dépannage pour une détection incendie - ALLOSON	25-01-23	2.584,11
15934	MP - attribution - contrat de maintenance des sites Internet et Intranet - BUSI	25-01-23	9.324,45
15972	MP - attribution - réglage d'un micro défectueux - PUBLIC INTERCOM	25-01-23	217,80
16115	MP - attribution - bidons de liquide lave-glace - LYRECO	01-02-23	21,75
15783	MP - attribution - boîtes de pastilles pour nettoyage d'un four - HTI	01-02-23	1.246,92
15737	MP - attribution - filtres pour machine de mise sous-vide - EURALPACK	01-02-23	2.681,36

16105	MP - attribution - revêtement de sol - NEW GOFFIN	01-02-23	1.423,00
16076	MP - attribution - réfrigérateur - KREFEL	01-02-23	299,00
16037	MP - attribution - couverture anti-feu - SICLI	01-02-23	29,56
16096	MP - attribution - drivers pour dalles LED - ELECTRIC	01-02-23	135,39
16055	MP - attribution - paillasons - KING BELGIUM	01-02-23	76,80
16068	MP - attribution - radiateurs portatifs - ELECTRIC	01-02-23	407,38
15993	MP - attribution - contrat de maintenance d'imprimantes - CORONA PRINT	01-02-23	5.372,82
15998	MP - attribution - contrat de maintenance d'un logiciel - DDI	01-02-23	679,55
16122	MP - attribution - ustensiles de cuisine - VERRAX	08-02-23	284,53
16009	MP - attribution - manettes pour système d'appel infirmier - ELECTRIC	08-02-23	1.250,17
16013	MP - attribution - poubelles à pédale - CUISIMAT	08-02-23	597,56
16207	MP - attribution - pains surprise - LES UNS ET LES AUTRES	08-02-23	540,00
16173	MP - attribution - lavage de vitres et châssis - ELANIS CLEANING	08-02-23	319,22
16197	OO - gunning - busverhuur met chauffeur - AUTOCARS GILLES - DE HAUWERE / MP - attribution - location de cars avec chauffeur - AUTOCARS GILLES - DE HAUWERE	08-02-23	26.203,20
16186	MP - attribution - plaques d'inauguration et panneaux extérieurs - ARTISTICK	08-02-23	943,80
16157	MP - attribution - sortie pour résidents - FLORALIA BRUSSELS	08-02-23	322,00
16156	MP - attribution - minigolf avec les résidents - MINIGOLF ANDERLECHT	08-02-23	120,00
16152	MP - attribution - bowling avec les résidents - BOWLING DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN	08-02-23	1.496,00
16149	MP - attribution - cinéma avec les résidents - KINEPOLIS	08-02-23	990,00
16150	MP - attribution - sorties piscine avec les résidents - PISCINE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN	08-02-23	385,00
16155	MP - attribution - sorties avec les résidents -GAASBEEK ICE CREAM BAR	08-02-23	960,00
16153	MP - attribution - sorties avec les résidents - BRIXIUS	08-02-23	1.760,00
16190	MP - attribution - traitement contre les nuisibles - UNA DESINFECTION	08-02-23	532,40
15743	MP - attribution – entretien unité de cogénération - DESS ENERGY	08-02-23	7.391,29
16151	MP - module de facturation électronique - CORILUS	22-02-23	3.218,33
16017	CA - maintenance du matériel informatique - CIRB	22-02-23	3.491,38
16134	MP - attribution - thermomètres pour réfrigérateurs - KREFEL	22-02-23	47,80
16189	MP - attribution - chariot pliable - LYRECO	22-02-23	87,38
16195	MP - attribution - valves et présentoir - J-M BRUNEAU	22-02-23	854,26

16282	MP - attribution - location d'un car avec chauffeur - AUTOCAR GILLES	22-02-23	550,00
16211	MP - attribution - Gym en groupe sur chaise pour personnes âgées PMR - GYMSANA	22-02-23	140,00
16283	MP - attribution - sortie familiale - TECHNOPOLIS	22-02-23	1.504,00
16232	MP - attribution - timbres postaux personnalisés - BPOST	22-02-23	550,00
16344	MP - attribution - Location d'un véhicule - FREE2MOVE LEASE BELGIUM	22-02-23	3.309,98
16456	OO - gunning - koelkasten en wasmachines - FNAC VANDEN BORRE	08-03-23	77.753,00
16473	MP - attribution - potentiomètres - ELECTRIC	08-03-23	419,92
16193	OO - gunning - enveloppen - ELEP	08-03-23	2.577,30
16300	MP - attribution - fournitures électriques - ELECTRIC	08-03-23	638,64
16461	MP - attribution - plantes - FLEURISTE LOUBERT	08-03-23	2.565,00
16475	MP - attribution - drapeaux officiels - mât - MACAP	08-03-23	255,75
16407	MP - attribution - caisses pour dossiers - POTIEZ-DEMAN	08-03-23	592,90
16252	MP - attribution - dépannage et réparation d'un lave-vaisselle - HOBART	08-03-23	1.460,93
16460	MP - attribution - formation gestion de projet en groupe de travail - CFIP	08-03-23	2.200,00
15878	MP - attribution - fournitures de plomberie - SANISTOCK	08-03-23	1.944,36
15871	MP - attribution - fournitures électriques - ELECTRIC	08-03-23	1.125,68
16239	MP - attribution - réparation de portes (électro-aimants) - ALLOSON	08-03-23	145,20
16468	MP - attribution - mini ballotins de pralines - LEONIDAS	08-03-23	129,50
16385	MP - attribution - mise à disposition de containers de destruction sécurisée - ARCHIVES CONSEIL	08-03-23	1.130,38
16196	MP - attribution - peinture - NEW GOFFIN	08-03-23	1.652,05
16244	MP - attribution - remplacement du bouton d'appel ascenseur - KONE	08-03-23	402,53
16334	MP - attribution - remplacement du moteur d'un groupe de pulsion - VINCI FACILITIES	08-03-23	3.309,98
16281	MP - attribution - sortie avec usagers - UGC	08-03-23	260,00
16140	MP - attribution - réparation du système de détection incendie - ALLOSON	08-03-23	192,99
16234	MP - attribution - évacuation de l'eau d'une fosse d'ascenseur - BRAV EAU	08-03-23	302,50
16393	MP - attribution - participation de membres du personnel au 20 kilomètres de Bruxelles - S.I. BRUSSELS PROMOTION	08-03-23	560,00
16501	MP - attribution - réglage éclairage - ALLOSON	15-03-23	145,20
16499	MP - attribution - remplacement d'un bouton d'appel ascenseur - KONE	15-03-23	959,00
16495	MP - attribution - abonnement au magazine VIEWZ - VANDEN BROELE	15-03-23	105,00

16558	MP - attribution - sortie d'usagers - MUSEE DE LA FRITE et CITYTOURS BRUGES	15-03-23	904,00
16500	MP - attribution - stores enrouleurs occultant - ATELIER STORES	15-03-23	2.791,05
16233	MP - attribution - vérification des équipements de détection incendie et intrusion - ALLOSON	15-03-23	290,40
16617	MP - attribution - banques de données juridiques - WOLTERS KLUWER/LARCIER	29-03-23	5.834,46
15261	MP - attribution - vêtements de travail - CIPAC	29-03-23	976,77
16610	MP - attribution - contrôle technique d'un véhicule	29-03-23	66,80
16619	MP - attribution - contrôle PEB d'un chauffage type II - VEOLIA	29-03-23	2.462,35
16358	MP - attribution - diffusion de publications d'offres d'emplois - ALTERJOB/BELGIE VACATURE/SELOR/REFERENCES/REGIOTALENT	29-03-23	13.704,55
16551	MP - attribution - escabeau - LYRECO	29-03-23	159,54
16657	MP - attribution - fournitures - GESIBOIS	29-03-23	291,98
16531	MP - attribution - matériel de plomberie - SANISTOCK	29-03-23	2.224,86
16629	MP - attribution - peinture - NEW GOFFIN	29-03-23	230,05
16540	MP - attribution - travaux de terrassement - HENRION	29-03-23	6.264,17
16648	MP - attribution - vêtements de travail - CIPAC	29-03-23	214,75
16548	MP - attribution - Intérim nursing - HUMAN SUPPORTS/EXPRESS MEDICAL/REFLEX HEALTHCARE PEOPLE	29-03-23	151.250,00
16564	MP - attribution - entre-portes - CIPAC	05-04-23	2.783,63
16751	MP - attribution - petit outillage - CIPAC	05-04-23	914,17
16651	MP - attribution - chariot - GOLDMAN	05-04-23	308,55
16194	MP - attribution - congélateur - KREFEL	05-04-23	998,00
16823	MP - attribution - chèques alimentaires sous format papier - SODEXO	05-04-23	5.156,82
16653	MP - attribution - fournitures gros œuvre - WATTEAU	05-04-23	496,08
16654	MP - attribution - fournitures menuiserie - SCHMIDT	05-04-23	991,66
16655	MP - attribution - fournitures plomberie - SANISTOCK	05-04-23	1.110,00
16656	MP - attribution - fournitures électriques - ELECTRIC	05-04-23	1.775,38
16658	MP - attribution - mobilier de cuisine - IXINA	05-04-23	3.964,40
16652	MP - attribution - peinture - NEW GOFFIN	05-04-23	398,90
16750	MP - attribution - fourniture et pose d'une échelle de secours à crinoline - JOMY	05-04-23	3.067,35
16736	MP - attribution - fourniture et pose de vitrages - CHASSIS-TEC	05-04-23	1.197,90
16297	MP - attribution - installation d'un compteur d'eau - VIVAQUA	05-04-23	811,85

16560	MP - attribution - dépannage d'un ventilateur d'une unité de cogénération - DESS ENERGY	05-04-23	338,80
16773	MP - attribution - mise en conformité d'une installation électrique basse tension - PUTMAN SA	05-04-23	21.943,64
16775	MP - attribution - mise en conformité d'une installation électrique haute tension - PUTMAN SA	05-04-23	2.770,90
16778	MP - attribution - remplacement d'éclairages de secours - SICLI	05-04-23	1.531,80
16238	MP - attribution - remplacement d'éclairages de secours - SICLI	05-04-23	5.254,39
16237	MP - attribution - réparation d'un ascenseur - SCHINDLER	05-04-23	4.626,99
16236	MP - attribution - réparation d'un système de détection incendie et intrusion - ALLOSON	05-04-23	10.852,18
16544	MP - attribution - ventilateur d'extraction d'une unité de cogénération - DESS ENERGY	05-04-23	1.814,76
16744	MP - attribution - réparation d'une porte coupe-feu à bras motorisé - BELGIUM SECURITY	05-04-23	1.197,50
16777	MP - attribution - sortie familiale pour les usagers - KINEPOLIS	05-04-23	262,50
16779	MP - attribution - travaux de plomberie - SCOLOPENDRA	05-04-23	1.633,50
16774	MP - attribution - travaux de toiture - TOITURE CHRISTIAN	05-04-23	10.729,32
16647	MP - attribution - visite avec des résidents - BRUSSELS EXPO	05-04-23	360,00
16770	MP - attribution - approvisionnement des boîtes de secours - COVARMED	05-04-23	5.085,04
16787	MP - attribution - sorties cinéma avec des résidents - PALACE/VENDOME/AVENTURE	05-04-23	200,00
16802	MP - attribution - sortie familiale avec des usagers - GROTTES DE REMOUCHAMPS/MONDE SAUVAGE SAFARI PARC	12-04-23	2.100,00
16810	MP - attribution - passage au contrôle technique	12-04-23	70,00
16800	MP - attribution - tableau blanc et tableau en liège - MANUTAN	12-04-23	153,67
16795	MP - attribution - fours à micro-ondes - VANDEN BORRE	12-04-23	258,00
16830	MP - attribution - pneus - FLASH PNEUS	12-04-23	180,00
16828	MP - attribution - vêtements de travail - CIPAC	12-04-23	209,28
16796	CA - attribution - imprimantes - CIRB	19-04-23	685,30
16861	MP - attribution - location de fontaines à eau - AQUA VITAL	19-04-23	7.096,65
16836	MP - attribution - assurances de personnes, de choses et de véhicules automoteurs - AXA BELGIUM (sur 4 ans)	19-04-23	1.546.472,24
16836	MP - attribution - bouquets de fleurs - MUYLLAERT FLOWERS	25-04-23	100,00
16960	MP - attribution - formations complémentaires de base en secourisme - COHEZIO	25-04-23	4.062,35
16958	MP - attribution - travaux de plomberie - SCOLOPENDRA	25-04-23	477,95
16940	MP - attribution - excursion avec des résidents - SANDESHOVED	25-04-23	2.025,00

16939	MP - attribution - excursion avec des résidents - GROTTES DE HAN	25-04-23	2.767,60
16916	MP - attribution - brins de muguet - MUYLLAERT FLOWER	25-04-23	700,00
16883	MP - attribution - détartrage des installations de chauffage - SCOLOPENDRA	03-05-23	3.902,25
16864	MP - attribution - formations de base et de recyclage en secourisme - COHEZIO	10-05-23	31.869,58
17009	MP - attribution - animation musicale DJ - fête du personnel - DJ T-ONE	10-05-23	850,00
17005	MP - attribution - bar à cocktails - fête du personnel - COCKTAIL D&N	10-05-23	3.316,61
17031	MP - attribution - chèques-cadeaux - FNAC VANDEN BORRE	10-05-23	250,00
17021	MP - attribution - foodtruck pour la fourniture de desserts (glaces) - fête du personnel - CORNETOUPETITPOT	10-05-23	1.950,00
16968	MP - attribution - foodtruck pour la fourniture de frites et burgers - fête du personnel - COFFEE BURGER	10-05-23	3.500,00
16966	MP - attribution - foodtruck pour la fourniture de poké bowls - fête du personnel - D-FOOD 84	10-05-23	3.920,00
16941	MP - attribution - réparation d'un électro-aimant - ALLOSON	10-05-23	272,25
17001	MP - attribution - location d'une salle et boissons - MAISON DES CULTURES	10-05-23	65,00
17047	MP - attribution - location de décorations ballons/accessoires pour photo booth - fête du personnel - BALLOONS EVENTS	10-05-23	1.288,65
16846	MP - attribution - matériel de peinture - MINIOX	10-05-23	599,05
16972	MP - attribution - matériel de peinture - NEW GOFFIN	10-05-23	729,05
16926	MP - attribution - matériels pour aménagement de cloisons - GESIBOIS	10-05-23	768,34
16923	MP - attribution - peinture et revêtement de sol - NEW GOFFIN	10-05-23	2.032,75
16843	MP - attribution - remplacement d'une carte électronique (détection gaz) - VINCI FACILITIES	10-05-23	1.013,97
16970	MP - attribution - renouvellement abonnement du serveur pour la gestion des visioconférences - OVH (pour 2 ans)	10-05-23	809,02
17055	MP - attribution - sandwiches (fête du personnel) - LES UNS ET LES AUTRES	10-05-23	3.316,61
16985	MP - attribution - sortie avec des usagers - THEATRE DES GALERIES	10-05-23	1.200,00
16853	MP - attribution - sortie avec des usagers - BRUXELLES BAVARD	10-05-23	560,00
17012	MP - attribution - verrines pour apéritifs - fête du personnel - LES UNS ET LES AUTRES	10-05-23	2.340,00
16957	MP - attribution - carnets de réquisitoires de soins ambulatoires de 2e ligne - COYOTEPRINT	10-05-23	5.190,90
16956	MP - attribution - services juridiques (huissier de justice) - LEROY & PARTNERS	10-05-23	2.500,00
17008	MP - attribution - PC portables - KREFEL	10-05-23	16.225,00
16975	MP - attribution - sortie avec des usagers - DOMAINE DE CHEVETOGNE	10-05-23	780,00

16798	CA - attribution - remplacement des appareils multifonctions - CIRB (PARADIGM)	17-05-23	105.682,66
17145	MP - attribution - 8 poubelles "oranges" - MANUTAN	17-05-23	189,58
17091	MP - attribution - autolaveuses, accessoires et service de maintenance - DECKERS	17-05-23	18.707,81
17078	MP - attribution - borne photos - fête du personnel - INSTANTBOX	17-05-23	429,00
17060	MP - attribution - climatiseur mural - BTA KOELING	17-05-23	4.333,86
17086	MP - attribution - publications d'offres d'emplois - JOBAT/ REGIOTALENT	17-05-23	983,73
16983	MP - attribution - excursion pour des usagers - NAUSICAA	17-05-23	1.225,00
17003	MP - attribution - maintenance HVAC - VINCI FACILITIES	17-05-23	2.250,50
17132	MP - attribution - location de tentes, tables hautes, nappes et verres et achat de tapis rouge - fête du personnel - MBCG	17-05-23	3.393,00
17037	MP - attribution - petit matériel - IKEA	17-05-23	495,60
17129	MP - attribution - plantes - ERICA GARDEN	17-05-23	440,40
17061	MP - attribution - remplacement batterie sur groupe de ventilation - BTA KOELING	17-05-23	2.561,09
17106	MP - attribution - remplacement de moteurs de screens solaires - CHASSIS LEOPOLD	17-05-23	3.599,75
17131	MP - attribution - réglage et réparation de fenêtres - CHASSIS TEC	17-05-23	260,15
16989	MP - attribution - sortie avec des usagers - NAUSICAA	17-05-23	476,00
17019	CA - attribution - smartphones - IRISNET	23-05-23	529,91
17214	MP - attribution - tee-shirts avec logo C.P.A.S. - TEE-SHIRTS EXPRESS	23-05-23	400,09
17138	MP - attribution - fours à micro-ondes - VANDEN BORRE	31-05-23	250,00
17146	MP - attribution - papier thermique - GOEDKOPEBANCONTACTROLLEN	31-05-23	138,55
17152	MP - attribution - diagnostic et réparation d'une friteuse - SABEMAF	31-05-23	1.419,90
17238	MP - attribution - réfrigérateur - KREFEL	31-05-23	344,95
17215	MP - attribution - dépannage d'une plateforme PMR - ZZED	31-05-23	299,48
17080	MP - attribution - panneaux d'affichage - ARTISTICK	31-05-23	2.456,30
17149	MP - attribution - fournitures électriques - ELECTRIC	31-05-23	4.643,25
17127	MP - attribution - fournitures électriques - ELECTRIC	31-05-23	10.659,41
17182	MP - attribution - percolateur et bouilloire - VERRAX	31-05-23	192,28
17212	MP - attribution - réparation d'électro-aimants - ALLOSON	31-05-23	235,04
17148	MP - attribution - pictogrammes et autres matériels de signalisation - HOFMAN	31-05-23	2.761,10
17197	MP - attribution - chaises ergonomiques - JM BRUNEAU	31-05-23	2.232,45

17181	MP - attribution - débouchage de sanitaires - VITESKE	31-05-23	291,50
16973	MP - attribution - sortie avec des usagers - ZWIN NATUUR PARK	31-05-23	780,00
17140	MP - attribution - boulangerie et pâtisserie - PANIFEX	31-05-23	65.150,00
17168	MP - attribution - travaux de peinture et luminaires - CORE GROUP	07-06-23	6.927,25
17305	MP - attribution - adaptation des plans électriques et modification de l'éclairage - DOURTE	07-06-23	5.124,84
17227	MP - attribution - formation en nettoyage des locaux - ALPHEIOS BELGIUM	07-06-23	10.878,38
17297	MP - attribution - fournitures de peinture et de revêtement - NEW GOFFIN	07-06-23	13.717,81
16986	MP - attribution - semelles orthopédiques - DAELMAN	14-06-23	65,78
17352	MP - attribution - quincaillerie et outillage - CIPAC	14-06-23	27.267,25
17310	MP - attribution - mise à disposition de distributeurs automatiques de boissons froides - COCA COLA PARTNERS BELGIUM	14-06-23	308,55
17359	MP - attribution - location de vaisselle - LOCAVAISSELLE	14-06-23	14.925,10
17383	MP - attribution - service de carwash - ANAC CARWASH	20-06-23	429,20
17289	MP - attribution - vêtements de travail - CIPAC	20-06-23	162,10
17332	MP - attribution - robinets mitigeur thermostatique - SANISTOCK	20-06-23	542,90
17290	MP - attribution - pompes - LECOT	20-06-23	216,78
17382	MP - attribution - chèques-cadeaux - DECATHLON	20-06-23	700,00
17347	MP - attribution - aspirateur - FNAC VANDEN BORRE	20-06-23	249,55
17372	MP - attribution - nettoyage des balcons, terrasses et autres espaces - MAX CLEAN	20-06-23	6.031,85
17449	MP - attribution - dépannage de portes électriques - NOVOFERM INDUSTRIE	20-06-23	441,65
17448	MP - attribution - concert d'une chorale - AWSA	20-06-23	450,00
17421	MP - attribution - fournitures de plomberie - SANISTOCK	20-06-23	36.705,70
17420	MP - attribution - fournitures électriques - ELECTRIC	20-06-23	81.186,91
16885	MP - attribution - vaisselle - GOLDMAN	28-06-23	1.010,66
17388	MP - attribution - entretien véhicule - RENAULT	28-06-23	369,00
17387	MP - attribution - petits matériels divers pour cuisine - GOLDMAN	28-06-23	11.294,02
17151	MP - attribution - sortie avec des résidents - MOUVANCE	28-06-23	600,00
17398	MP - attribution - dépannage d'une alarme - ALLOSON	28-06-23	145,20
17438	MP - attribution - pièces de rechange pour réparation de bidons - VERRAX	28-06-23	791,82
17395	MP - attribution - contrôle d'une installation électrique - OCB	28-06-23	195,64

17394	MP - attribution - sèche-linge - FNAC VANDEN BORRE	28-06-23	543,80
17407	MP - attribution - ventilateurs - FNAC VANDEN BORRE	28-06-23	2.519,64
17353	MP - attribution - travaux de terrassement - HENRION	28-06-23	2.692,25
17396	MP - attribution - peinture et de matériel - NEW GOFFIN	28-06-23	864,00
17389	MP - attribution - dépannage d'un combi-four - CORE CONCEPT	28-06-23	294,62
17435	MP - attribution - remplacement d'un moteur de screen solaire - CHASSIS LEOPOLD	28-06-23	726,00
17424	CA - attribution - GSM - IRISNET	28-06-23	526,35
17195	MP - attribution - timbres postaux personnalisés - BPOST	28-06-23	1.602,45
17457	MP - attribution - maintenance du logiciel AS400 - ECONOCOM	28-06-23	9.817,48
17425	CA - attribution - licences exchange online - PARADIGM	28-06-23	30.936,31
17483	MP - attribution - ventilateurs - FNAC VANDENBORRE	28-06-23	1.499,50
17481	MP - attribution - remplacement de stores défectueux - EUROBEL	28-06-23	6.188,00
17477	MP - attribution - remplacement de velux - CHASSIS LEOPOLD	28-06-23	4.204,75
17458	MP - attribution - maintenance HVAC - VINCI FACILITIES	28-06-23	7.229,31
17488	MP - attribution - nettoyage d'une trémie - MAX CLEAN	28-06-23	1.355,20
17459	MP - attribution - rénovation de revêtement de sol - POLYCONSTRUCT	28-06-23	5.049,54
17478	MP - attribution - désignation d'une agence immobilière - LAMY BELGIUM	28-06-23	9.897,80
17485	MP - attribution - thermomètre alimentaire à sonde - GULLIMEX	28-06-23	200,01
17446	MP - attribution - formation "Travailler en sécurité aux installations électriques (BA4)" - CRESEPT	28-06-23	3.300,46
17484	MP - attribution - diagnostic de la panne d'un lave-vaisselle - SABEMAF	28-06-23	196,55
17529	MP - attribution - bouquet de fleurs - MUYLLEAERT FLOWERS	04-07-23	50,00
17521	MP - attribution - lattes de protection pour lits - HAELVOET	04-07-23	3.393,26
17522	MP - attribution - modification d'un variateur d'alimentation électrique - PUTMAN	04-07-23	1.099,51
17507	MP - attribution - remplacement de carrelage - CORE GROUP	04-07-23	2.432,10
17538	MP - attribution - réparation de matériel informatique - HP	04-07-23	1.666,17
17600	MP - attribution - Licence pour diffusion musicale - UNISONO	19-07-23	219,28
17599	CA - attribution - remplacement de batterie UPS - PARADIGM	19-07-23	477,24
17178	CA - attribution - souris ergonomiques verticales - PARADIGM	19-07-23	249,38
17514	CA - attribution - installation multimédia - PARADIGM	19-07-23	13.759,25
17581	MP - attribution - procuration postale pour la réception des courriers recommandés - BPOST	19-07-23	54,95

17586	MP - attribution - procuration postale pour la réception des courriers recommandés - BPOST	19-07-23	54,95
17669	MP - attribution - remplacement de disques et plaquettes de freins - MIDAS	19-07-23	1.097,08
17682	MP - attribution - diffusion de publications d'offres d'emplois - MONITEUR/ACN/VVIZ	02-08-23	1.547,59
17642	MP - attribution - sortie avec des résidents - PAIRI DAIZA	02-08-23	1.600,00
17747	MP - attribution - acquisition d'un ouvrage "Le secret professionnel" - ANTHEMIS	09-08-23	99,00
17745	MP - attribution - chargement de cartes Mobib - STIB	09-08-23	33,60
17748	MP - attribution - affiliation à l'Union professionnelle des diététiciens de langue française - UPDLF	09-08-23	119,00
17731	MP - attribution - contrôle technique de véhicules	09-08-23	150,00
17730	MP - attribution - timbres - BPOST	09-08-23	1.360,00
17608	MP - attribution - formation "Travailler en Open Space" - CARREROND	09-08-23	907,50
17568	MP - attribution - dépannage de portes - TK ELEVATOR	09-08-23	946,33
17787	MP - attribution - location de vaisselle - LOCAVAISSELLE	09-08-23	17.951,90
17712	MP - attribution - crédits d'appel pour l'envoi de SMS - INFORIUS	16-08-23	2.323,20
17664	MP - attribution - rallonges multiprises - ELECTRIC	16-08-23	230,31
17735	CA - attribution - souris ergonomiques verticales - PARADIGM	16-08-23	229,90
17782	MP - attribution - location de barbecues - OPTIONS BRUXELLES	16-08-23	503,09
17793	MP - attribution - abonnement au Memento Communal - WOLTERS KLUWER	16-08-23	141,64
17556	MP - attribution - boîtes aux lettres murales - CIPAC	16-08-23	139,92
17806	MP - attribution - percolateurs - GOLDMAN	16-08-23	293,23
17690	MP - attribution - tôles de protection en inox - ALUDAN	16-08-23	1.424,87
17555	MP - attribution - cabines de douche et accessoires - SANISTOCK	16-08-23	2.432,49
17779	MP - attribution - réfrigérateur - KREFEL	16-08-23	329,00
17660	MP - attribution - débouchage d'égouts - VITESSKE	16-08-23	297,30
17662	MP - attribution - réparation de chariots - HTI	16-08-23	322,16
17788	MP - attribution - entretien et mises à jour du matériel de fitness - ARSEUS MEDICAL	16-08-23	966,36
17598	MP - attribution - mise en conformité d'une installation de chauffage - BTA KOELING	23-08-23	21.252,15
17524	MP - attribution - remplacement d'un système de parlophonie - ELECTRIC	23-08-23	942,71
17783	MP - traitement contre les psosques - UNA DESINFECTION	23-08-23	4.065,60
17645	CA - attribution - smartphones - IRISNET	23-08-23	556,30
17864	MP - attribution - formation en "Tutorat en entreprise" - SFPME/COCOF	29-08-23	0,00

17834	MP - attribution - chaussures de sécurité et divers - DAELMAN	29-08-23	11.770,41
17872	MP - attribution - fournitures électriques - CEBEO	29-08-23	1.599,80
17886	MP - attribution - remplacement d'un revêtement de sol - MINIOX	29-08-23	3.713,18
17889	MP - attribution - remplacement d'une batterie sur une centrale d'alarme - ALLOSON	29-08-23	237,14
17890	MP - attribution - intervention sur un ascenseur - SCHINDLER	29-08-23	213,26
17860	CA - attribution - souris ergonomique verticale - PARADIGM	05-09-23	46,05
17943	MP - attribution - abonnement au magazine CPAS PLUS - UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE	05-09-25	805,37
17927	MP - attribution - plinthes - NEW GOFFIN	05-09-25	1.639,55
17784	MP - attribution - maintenance d'installations de chauffage - EQUANS	05-09-25	3.629,12
17909	MP - attribution - maintenance de portes automatiques et grilles - ENTRANCE SERVICES	05-09-25	7.005,90
17932	MP - attribution - contrôle technique d'un véhicule	05-09-25	80,00
17861	MP - attribution - service d'envoi de SMS - INFORIUS	05-09-25	65,30
17906	MP - achat de bières produites localement - BRASSERIE DE LA SENNE	05-09-25	347,64
17823	MC - contrôle médical - CERTIMED et MEDICHECK	05-09-25	19.592,97
17978	MP - attribution - poêles et chauffe-plat électrique - VIEUX BEAUDOUR	13-09-23	170,19
17979	MP - attribution - presse-fruits électrique - MEDIAMARKT	13-09-23	159,98
17977	MP - attribution - diagnostic et réparation de lave-linge et sèche-linge - ELECTROLUX	13-09-23	408,00
17968	MP - attribution - formations prévention incendie et évacuation pour certains membres du personnel - CESI	13-09-23	22.541,95
17941	MP - attribution - intervention au système de détection incendie - ALLOSON	13-09-23	3.876,02
17995	MP - attribution - chariot pliable - MANUTAN	19-09-23	188,66
18004	MP - attribution - vitrines d'affichage - KAISERKRAFT	19-09-23	610,03
18042	MP - attribution - boissons - MAISON DES CULTURES	19-09-23	205,00
18043	MP - attribution - sandwiches - AU QUOTIDIEN	19-09-23	126,00
18002	MP - attribution - débouchage d'égouts - VITESSKE	19-09-23	630,05
17993	MP - attribution - déplacement et mise en service d'imprimantes - KONICA	19-09-23	309,76
18051	MP - attribution - installation d'une batterie DX chaud et froid pour les groupes de ventilation - E.S. TECHNIK	19-09-23	68.101,22
18044	MP - attribution - remplacement d'une installation de traitement de l'air - BTA KOELING	19-09-23	112.987,88

17996	MP - attribution - réparation d'une porte coulissante automatique - TK ELEVATOR	19-09-23	1.683,91
17994	MP - attribution - évacuation de déchets - BRUXELLES PROPLETE	19-09-23	108,90
18021	MP - attribution - duplication de clés - SERRURIE ANDRE	19-09-23	1.264,18
18071	MP - organisation d'un assessment - WEEVO HR (selon le nombre)	19-09-23	entre 2.238,50 et 10.829,50
18201	MP - attribution - chèques alimentaires sous format papier - SODEXO	27-09-23	52.293,65
18036	MP - attribution - déplacement de détecteurs d'incendie - ALLOSON	05-10-23	217,80
18078	MP - attribution - intervention à un électro-aimant - ALLOSON	05-10-23	145,20
18073	MP - attribution - guides "Budgets de référence pour la participation sociale dans la pratique des C.P.A.S." - POLITEIA	05-10-23	450,00
18077	MP - attribution - intervention à un lecteur de badges - ALLOSON	05-10-23	199,65
18087	MP - attribution - cuillères portionneuses - VIEUX BEAUDOUR	05-10-23	52,03
18038	MP - attribution - intervention suite à une panne de l'eau chaude sanitaire - VINCI FACILITIES	05-10-23	293,46
18039	MP - attribution - remplacement d'une batterie du système de détection incendie - ALLOSON	05-10-23	35,51
18037	MP - attribution - travaux sur installations de chauffage - EQUANS	05-10-23	1.926,37
18111	MP - traitement contre les cafards et souris - UNA DESINFECTION	05-10-23	2.613,60
18100	MP - attribution - contrat d'entretien d'un monolift - TK ELEVATOR	05-10-23	1.093,79
18107	MP - attribution - duplication de clés - SERRURERIE ANDRE	05-10-23	559,49
18105	MP - attribution - entretien d'un véhicule - KEOS BRUSSELS	05-10-23	559,14
18162	MP - attribution - réparation d'une armoire chauffante - HTI	05-10-23	315,65
18141	MP - attribution - charnières - BERMABRU	05-10-23	50,17
18099	MP - attribution - demande de diagnostic et intervention pour un climatiseur - CARVEEN	05-10-23	1.381,02
18131	MP - attribution - maintenance d'extincteurs, éclairages de secours et dévidoirs - SICLI	05-10-23	1.615,95
18161	MC - attribution - carburants - KUWAIT PETROLEUM BELGIUM NV	05-10-23	160.000,00
18113	MP - attribution - reproduction de clés - Serrurerie ANDRE	05-10-23	2.520,67
18144	CA - attribution - supports pour PC portables - PARADIGM	05-10-23	82,45
17822	MP - attribution - nettoyage de vitres et châssis intérieur et extérieur - LAURENTY	05-10-23	444,07
18130	MP - attribution - mise à disposition de containers et destruction sécurisée de dossiers sociaux et documents papier - MONSEU RECYCLING et ARCHIVES CONSEIL	05-10-23	33.387,08

18129	MC - titres-repas - EDENRED	05-10-23	138,43
18178	MP - attribution - intervention techniques - HAMMOUCHI HASSAN	11-10-23	26.862,00
18240	MP - attribution - installation et réparation des portes coupe-feu - BELGIUM SECURITY GROUP	11-10-23	38.732,10
18228	MP - attribution - traitement contre les punaises - UNA DESINFECTION	11-10-23	2.202,20
18121	MP - attribution - mixeur - CHOMETTE	11-10-23	910,77
18166	MP - attribution - maintenance d'un logiciel de stock - JUSTE UN CLIC	11-10-23	143,99
18160	MP - attribution - intervention au niveau d'une centrale incendie - ESSEC TELECOM SYSTEMS	11-10-23	408,68
18172	MP - attribution - coaching - CARREROND	11-10-23	290,40
18291	MP - attribution - services juridiques (tarif horaire)	11-10-23	125,00
18198	MP - attribution - sacs pour mise sous-vide de langes usagés - EURALPACK HEALTHCARE	19-10-23	1.132,56
18254	CA - attribution - extension de disques - PARADIGM	19-10-23	1.132,56
18247	CA - attribution - renouvellement des licences pour firewall's - PARADIGM	19-10-23	4.234,66
18220	CA - attribution - GSM - IRISNET	19-10-23	526,35
18255	MP - attribution - remplacement d'une électrovanne gaz - VINCI FACILITIES	19-10-23	622,00
18221	CA - attribution - remplacement d'une batterie UPS - PARADIGM	19-10-23	1.119,25
18284	MP - attribution - bouquet de fleurs - MUYLLAERT FLOWERS	19-10-23	50,00
18246	MP - attribution - débouchage de sanitaires - VITESSKE	19-10-23	620,13
18236	MP - attribution - armoires pour vestiaire - KAISER KRAFT	19-10-23	545,47
18272	MP - attribution - petit matériel pour activités d'ergo-psychomotricité - WESCO	19-10-23	510,32
18235	MP - attribution - boîtes à clé de secours et vitrages - MANUTAN	19-10-23	285,32
18167	MP - attribution - four à micro-ondes - VANDEN BORRE	19-10-23	208,00
18182	MP - attribution - petit outillage - CIPAC	19-10-23	1.883,12
18213	MP - attribution - kits de chambranle - SCHMIDT	19-10-23	568,10
18179	MP - attribution - sortie de résidents - SPARKOH	19-10-23	75,00
18347	MP - attribution - imprimantes pour cartes médicales - CORONA PRINT	02-11-23	6.478,15
18335	MP - attribution - chariots de nettoyage et petit matériel divers - BOMA	02-11-23	2.246,41
18346	MP - attribution - serrures et passe-partout - DESSART	02-11-23	1.168,98
18367	MP - attribution - création et impression de porte-documents - FLYER.BE	02-11-23	682,44
18383	MP - attribution - traduction - EUROLOGOS	02-11-23	186,07
18413	MP - attribution - dépannage d'un ascenseur - KONE	08-11-23	56.406,57

18355	MP - attribution - organisation de concerts - AWSA	08-11-23	1.500,00
18320	MP - attribution - contrat d'entretien et d'intervention pour système d'appel - ESSEC TELECOM	08-11-23	1.378,95
18317	MP - attribution - entretien des systèmes de protection incendie - DE KOBRA	08-11-23	785,22
18267	MP - attribution - transporteurs de lits - DISTRAC	08-11-23	968,00
18274	MP - attribution - assurance assistance dépannage - AXA	08-11-23	564,38
18305	MP - attribution - tôles pliées - ALUDAN	08-11-23	962,58
18302	MP - attribution - outil de design et de publication en ligne - CANVA	08-11-23	1.016,40
18323	MP - attribution - traduction - EUROLOGOS	08-11-23	1.010,06
18324	MP - attribution - sortie avec des usagers - CIRQUE ROYAL	08-11-23	1.080,00
18304	MP - attribution - sortie avec des usagers - CIRQUE DU SOLEIL	08-11-23	1.272,00
18265	MP - attribution - contrôle technique d'un véhicule	08-11-23	80,00
18353	MP - attribution - contrôle technique d'un véhicule	08-11-23	130,00
18412	MP - attribution - sortie avec des usagers - MUSEE BANKSY	08-11-23	375,00
18454	MP - attribution - services de reclassement professionnel - DAOUST	08-11-23	21.780,00
18381	MP - attribution - confection et placement de rampes et plan incliné - NOEL A	08-11-23	5.623,94
18392	MP - attribution - dalles pour faux-plafond - GESIBOIS	08-11-23	1.489,10
18428	MP - attribution - remplacement d'un groupe compresseur - BTA KOELING	08-11-23	7.782,64
18420	MP - attribution - rampes de sécurité - MANUTAN	08-11-23	485,75
18352	MP - attribution - démontage/installation d'une détection incendie - AUTOMATIC ALARM	08-11-23	157,30
18319	MP - attribution - maintenance et dépannage incendie et intrusion - ADL SECURITY	08-11-23	5.953,00
18360	MP - attribution - percolateur - MEDIAMARKT	08-11-23	58,00
18418	MP - attribution - caissons et chaises pliantes de réunion - SOLBREUX	08-11-23	8.034,40
18371	MP - attribution - remise en état d'une plateforme PMR - KONE	08-11-23	3.823,60
18445	MP - attribution - interventions sur installations HVAC - VINCI FACILITIES	15-11-23	10.212,42
18525	MP - attribution - sortie avec des usagers - THEATRE MARNI	15-11-23	223,50
18474	MP - attribution - travaux pour connexion GTC - BTA KOELING	15-11-23	1.489,50
18380	MP - attribution - diagnostic pour réparation d'un lave-vaisselle - SABEMAF	15-11-23	251,61
18527	MP - attribution - remplacement de cylindres - CLABOTS	15-11-23	120,67
18414	MP - attribution - sortie avec des usagers - VALCREATIONS	15-11-23	20.545,80
18354	MP - attribution - entretien et réparation d'unités de cogénération - EL-TECHNICS	29-11-23	11.466,60

18455	MP - attribution - papier photo et jeu d'encre - 123INKT	29-11-23	1.500,00
18574	MP - attribution - intervention sur caméra - ALLOSON	29-11-23	217,80
18516	MP - attribution - petit matériel de décoration - DREAMLAND	29-11-23	299,41
18359	MP - attribution - routeurs wifi - ECONOCOM	29-11-23	182,78
18430	MP - attribution - souris ergonomique verticale - ECONOCOM	29-11-23	133,10
18618	MP - attribution - arbres fruitiers - MOENS	29-11-23	444,50
18523	MP - attribution - timbres - BPOST	29-11-23	408,00
18579	MP - attribution - consultance et reporting - CORILUS	29-11-23	1.835,95
18583	MP - attribution - fourniture et pose d'un escalier métallique - CORE GROUP	29-11-23	4.711,74
18567	MP - attribution - escabeau - KAISER KRAFT	29-11-23	114,71
18511	MP - attribution - entretien d'un véhicule - KEOS BRUSSELS	29-11-23	663,42
18656	MP - attribution - plaids - IGO POST	29-11-23	1.486,50
18647	MP - attribution - thermos - VIEUX BEAUDOUR	29-11-23	56,72
18639	CA - attribution - écrans et rehausseur de PC portable - PARADIGM	29-11-23	338,76
18621	MP - attribution - débouchage - VITESS'KE	29-11-23	496,10
18649	MP - attribution - serrures, cylindres et clés - BERMABRU	29-11-23	314,96
18657	MP - attribution - remplacement d'un détecteur d'incendie - ALLOSON	29-11-23	311,51
18655	MP - attribution - remplacement de modules thermostatiques - EQUANS	29-11-23	1.701,66
18638	MP - attribution - four à micro-onde et percolateur - GINGENROOTS	29-11-23	673,97
18637	MP - chariot de service - NISBETS	29-11-23	145,18
18735	MP - attribution - eau courante/ eau potable - VIVAQUA	06-12-23	
18714	MP - attribution - logiciel de gestion de marchés publics - 3P	06-12-23	9.757,44
18757	MP - ouverture et fermeture des sites - IPGS GROUP	13-12-23	127.776,00
18733	MP - attribution - remplacement d'un détecteur thermique - BEMAC	13-12-23	289,60
18692	MP - attribution - autocollants pour claviers - TOUS ERGO	13-12-23	72,90
18678	MP - attribution - remplacement de bras motorisé et charnières d'une porte - ENTRANCE SERVICES	13-12-23	4.545,20
18681	MP - attribution - traitement contre les nuisibles - RENTOKIL	13-12-23	2.837,18
18704	MP - attribution - travaux de réparation de toiture - TOITURE CHRISTIAN	13-12-23	33.492,80
18734	MP - attribution - réparation d'un système de téléphonie - ESSEC	13-12-23	63,53
18752	MP - attribution - réparation de matériel de cuisine - CORE CONCEPT	13-12-23	240,23

18693	MP - attribution - sèche-cheveux - VANDEN BORRE	13-12-23	24,99
18754	MP - attribution - interventions sur détecteurs, portes coupe-feu et caméra - ADL SECURITY	13-12-23	1.772,10
18780	MP - attribution - maintenance et dépannage des installations HVAC - VINCI FACILITIES	13-12-23	154.880,00
18783	MP - protection urinaire et autres - ESSITY et WM SUPPLIES	13-12-23	292.076,33
18788	OO - gunning - meubilair - MOMENTS FURNITURE	19-12-23	243.904,06
18831	MP - attribution - voilages - ROBBERECHTS	19-12-23	14.301,10
18868	MP - attribution - châssis - HAFEL	19-12-23	45.949,75
18899	CA - PC portables et licences + accessoires - PARADIGM	19-12-23	139.606,35

BP : Bureau permanent

CS : Conseil de l'action sociale

VB : Vast Bureau

RD : Raad voor Maatschappelijk Welzijn

MP : Marché public

OO : Openbare opdracht

CA : Centrale d'achat

MC : Marché conjoint

Liste des Conseillers – Rémunérations – Avantages – Représentations

Lijst van de Raadgevers – Bezoldigingen – Voordelen - Vertegenwoordigingen

Nom Naam	Prénom Voornaam	CPAS OCMW	Fonction Functie	Indemnité annuelle brute octroyée en 2023 Toegekende bruto jaarlijkse vergoeding in 2023	GSM	Montant Bedrag	Voiture/Essence Autres frais de représentation Wagen/Benzine Andere vertegenwoor- digingskosten	Indemnité annuelle brute octroyée en 2023 Toegekende bruto jaarlijkse vergoeding in 2023	Autres mandats gratuits - Conseil d'administration (CA) - Assemblée générale (AG) Andere gratis mandaten - Raad van Bestuur (RvB) - Algemene vergaderingen (AV)
BASTIN	Gérardine	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		oui/ja	0	non/nee	124.457,42	Molenbeek Formation (àpd 31.05.2023) Mission locale de Molenbeek (AG et CA) Move (àpd 25.04.2019) Amphora (àpd 25.04.2019) Comité Directeur de la Fédération des CPAS - Brulocalis (à partir du 01.03.2019)
DEKENS	Tania	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	1.530 €	Ontslagname als lid op 31.05.2023 Molenbeek Formation (tem 31.05.2023) La Mission Locale de Molenbeek (vanaf 24.04.2019 tem 31.05.2023) Amphora (AV en RvB) (vanaf 25.04.2019) Le Logement Molenbeekois (AV et RvB) (vanaf 25.04.2019 tem 31.05.2023) Igretec (AV) (vanaf 26.11.2019 tot 31.05.2023)
DUMONT	Marc	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	8.730 €	Mission locale de Molenbeek (AG et CA) (àpd 25.04.2019 jusqu'au 31.05.2023) Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint- Jean (AG et CA) (àpd 25.04.2019 jusqu'au 31.05.2023)

									Molenbeek Formation (AG et CA) (àpd 25.04.2019 jusqu'au 31.05.2023)
VAN MERRIS	Didier	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	8.730 €	Igretec (AG) (àpd 24.06.2020) Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint-Jean (AG et CA) (àpd 27.07.2022)
DUQUESNE	Pascal	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	17.145,98 €	asbl Amphora (AG et CA) (àpd 19.12.2019) Igretec (AG) (àpd 24.06.2020) A Vos Services (AG et CA) (àpd 30.01.2020)
RABATTI	Anna	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	5.400 €	Igretec (AG) (àpd 24.06.2020)
TIELENS	Nathalie	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	7.830 €	scrifs A Vos Services (AG et CA) (àpd 25.04.2019)
DAOUDI	Aicha	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	9.000 €	Plateforme du service d'aide à la jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles (àpd 25.04.2019) Molenbeek Formation (AG et CA) (àpd 31.05.2023) Mission locale de Molenbeek (AG et CA) (àpd 31.05.2023)
VERHEYE	Pascal	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	3.060 €	
DELGADO FERNANDEZ	Maria Etelvina	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	990 €	Igretec (AG) (àpd 24.06.2020)
RASSON	Natalie	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	720 €	
EL JAIDI AL QAZOUY	Ahmed	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	5.850 €	Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint-Jean (AG et CA) (àpd 31.05.2023)

EL OUAKILI	Ibrahim	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	4.410 €	Molenbeek Formation (vanaf 20.02.2020 tem 31.05.2023)
WENNEKES	Niels	Sint-Jans – Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	3.060 €	Lid vanaf 31.05.2023 Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint-Jean (vanaf 31.05.2023 tem 27.09.2023) La Mission Locale de Molenbeek (vanaf 31.05.2023 tem 28.06.2023) Molenbeek Formation (vanaf 31.05.2023 tem 28.06.2023) Le Logement Molenbeekois (AV et RvB) (vanaf 31.05.2023) Igretec (AV) – vanaf 31.05.2023

Participation aux réunions des organes politiques

Deelname aan de vergaderingen van de politieke organen

PERIODE 01.01.2023 > 31.12.2023	CONSEIL DE L'ACTION SOCIALE RAAD VOOR MAATSCAPPELIJK WELZIJN	BUREAU PERMANENT VAST BUREAU	COMITE SPECIAL DU SERVICE SOCIAL BIJZONDER COMITE VOOR DE SOCIALE DIENST	COMITE SPECIAL ACTIONS ET ECONOMIES SOCIALES BIJZONDER COMITE SOCIALE INSCHAKELING EN ECONOMIE	COMITE SPECIAL LOGEMENT BIJZONDER COMITE HUISVESTING	COMITE DE CONCERTATION OVERLEGCOMITE	VERIFICATION DE CAISSE NAZICHT VAN DE KAS	COMITES REUNIES VERENIGDE COMITES	REMARQUES OPMERKINGEN
Nombre de séances en 2023 Aantal zittingen 2023	13	53	52	25	22	3	2	0	
BASTIN Gérardine Présidente / Voorzitster	13	48	46	22	20	3	-	-	
DUMONT Marc	12	42 + 1	7	17	18	1	-	-	
DEKENS Tania	2	12 + 3	1	2	-	-	-	-	Tot 31.05.2023
RABATTI Anna	8	-	48	2	-	-	2	-	
DUQUESNE Pascal	11	38 + 5	6 + 1 + 4	+2	9 + 1 + 1	-	-	-	
TIELENS Nathalie	10	32 + 1	43	-	-	-	2	-	
DELGADO FERNANDEZ	11	-	-	-	-	-	-	-	
DAOUDI Aicha	12	-	48	22	18 + 1	-	-	-	
van MERRIS Didier-Charles	12	-	49 + 1	16 + 1	18	-	-	-	

VERHEYE Pascal	11	-	-	23	-	-	-	-	
RASSON Natalie	8	-	-	-	-	-	-	-	
EL JAIDI EL QAZOUY Ahmed	10	1	45	3	6	-	-	-	
EL OUAKILI Ibrahim	8	1	40 + 1	-	-	-	-	-	
WENNEKES Niels	7	20 + 2	7	-	-	-	-	-	Vanaf 31.05.2023

Bleu = remplacement de la présidente > 7 jours (salaire) / Blauw = vervanging van de voorzitter > 7 dagen (loon)

Mauve = remplacement de la présidente < 7 jours (jeton) / Paars = vervanging van de voorzitter < 7 dagen (zitpenning)

Rouge = présent sans jeton / Rood = aanwezig zonder zitpenning

Liste des membres du cabinet du/de la président/e

Il n'y a pas de cabinet de la Présidente.

Lijst van de leden van het kabinet van de voorzit(s)ter

Er is geen kabinet van de Voorzitter.